Communiqué

Pour publication immédiate

MONDIAL – LA TORTURE PENDANT LA DÉTENTION POUR TRAITEMENT ANTIDROGUE

***De mauvais traitements sont décrits dans des rapports de la Campaign to Stop
Torture in Health Care***

(New York, 24 juin 2011) – Dans de nombreux pays, des personnes identifiées comme étant des utilisatrices de drogue sont emprisonnées pendant des mois, voire des années, dans des centres de détention qui sont fermés et où des abus sont commis, signale la *Campaign to Stop Torture in Health Care* dans deux rapports rendus publics aujourd'hui. Ces centres de détention sont censés être mandatés de traiter et « réhabiliter » les utilisateurs de drogue, mais le « traitement » donné à ceux-ci correspond dans certains cas à la torture ou à d'autres peines cruelles, inhumaines ou dégradantes, affirme la Campagne – une initiative à laquelle se sont joints Human Rights Watch, le Réseau juridique canadien VIH/sida ainsi que Harm Reduction International.

Les personnes détenues dans ces centres sont privées de soins médicaux dont l'efficacité est démontrée, et elles sont assujetties à une violence physique et sexuelle, à des travaux forcés ainsi qu'à des procédures médicales forcées ou expérimentales, selon la Campagne. Dans un rapport de 36 pages, « *Treated with Cruelty: Abuses in the Name of Drug Rehabilitation* », la Campagne fait état de témoignages personnels qu'elle a collectés auprès de détenus en Russie, en Chine, au Cambodge et au Mexique. Dans une autre publication (64 pages), « *Treatment or Torture?: Applying International Human Rights Standards to Drug Detention Centers* », la Campagne analyse les multiples formes d'abus qui sont répandus dans les centres de détention pour personnes qui font usage de drogue, et elle démontre comment ces pratiques constituent fréquemment des cas de torture, ou au moins de peines cruelles, inhumaines ou dégradantes – en violation de traités sur les droits humains fondamentaux qui ont été ratifiés par la plupart des pays du monde.

« Il existe des moyens éprouvés pour répondre à la dépendance à la drogue dans le respect et la protection des droits humains », a fait remarquer Rebecca Schleifer, directrice du plaidoyer en matière de santé et de droits humains pour Human Rights Watch et coauteure de « *Treatment or Torture?* ». « Mais la violence physique, les travaux forcés et l'humiliation n'en font pas partie. Ces centres doivent être fermés; au lieu de telles mesures, il faut mettre en place des procédures volontaires de traitement efficace de la toxicomanie. »

Les deux rapports ont été rendus publics le 24 juin 2011, en vue de la journée du 26 juin, qui est à la fois la Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues et la Journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture, toutes deux instaurées par les Nations Unies.

Les agences internationales de santé et de contrôle de la drogue – y compris l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida et l'Organisation mondiale de la santé – recommandent toutes des services de traitement de la toxicomanie qui soient complets et fondés sur des données probantes. Ces éléments incluent des thérapies à l'aide de médicaments, comme la méthadone ou la buprénorphine lorsqu'il s'agit de dépendance à des opioïdes, en tant que composantes essentielles à la protection de la santé et des droits humains des personnes qui font usage de drogue.

Or les centres de détention fournissent rarement des traitements qui appliquent ces normes. Selon le pays, la soi-disant réhabilitation consiste en un régime d'entraînement militaire, de travaux forcés, de rééducation psychologique et morale, de même que de mise aux fers, de bastonnade et de tabassage. Même des personnes qui veulent avoir recours à un traitement sont exposées à ces formes de châtime, à l'instar de celles qui sont dénoncées légalement ou d'autre manière par des parents ou d'autres membres de leur famille.

En Chine, par exemple, on estime que jusqu'à 500 000 individus sont incarcérés dans des centres de détention obligatoire pour personnes qui ont fait usage de drogue, et qu'ils peuvent y être détenus sans procès pour une période pouvant atteindre six ans. Le traitement se compose de travaux forcés et non rémunérés ainsi que de rééducation morale – marche en formation, manœuvres à répétition, et répétition machinale de slogans (comme « Prendre de la drogue est mauvais, je suis mauvais »). Le Rapporteur spécial aux Nations Unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a affirmé qu'en Chine, le système de « rééducation par le labeur », dans les prisons et d'autres établissements, peut aussi être considéré comme une forme de traitement ou de châtime inhumain ou dégradant, voire de torture mentale.

« Le fait de contraindre des gens à se soumettre à un traitement inférieur à la normale – ou pire, d'imposer la violence physique et mentale en qualifiant cela de traitement – porte atteinte à toute une gamme de droits humains internationalement reconnus et que les gouvernements se sont engagés légalement à respecter », souligne Richard Elliott, directeur général du Réseau juridique canadien VIH/sida. « Torturer des gens en prétendant les soigner est une marque de disgrâce, pour les gouvernements qui autorisent ou appuient activement de telles pratiques ».

L'imposition de traitements forcés aux personnes qui font usage de drogue demeure populaire en dépit des preuves d'abus, a déploré la Campagne. Des gouvernements à l'extérieur de l'Asie ont commencé à s'ouvrir à de tels centres à l'intention des utilisateurs de drogue, en dépit de l'absence de preuves d'efficacité à traiter la toxicomanie.

« De nombreuses personnes sont détenues dans ces centres sans avoir passé une évaluation clinique, simplement à cause d'un test d'urine qui a donné un résultat positif, ou parce que le gouvernement souhaite « débarrasser les rues » de personnes sans abri ou pauvres », a déclaré Roxanne Saucier, des Fondations Open Society, qui a dirigé la rédaction des deux rapports. « Détenir des personnes dans des parcs d'attente et des camps de travail ne constitue pas une approche valable en réponse à la pauvreté, ni à la dépendance à la drogue. »

En Russie, à l'heure actuelle, le traitement de la toxicomanie est souvent laissé à des entreprises privées, auxquelles on ne demande pas de rendre des comptes. Par exemple, dans des établissements de la société privée City Without Drugs Foundation, dans maintes régions du pays, jusqu'à 50 individus sont entassés dans une même pièce, menottés à leur lit et nourris uniquement au pain et à l'eau. Ces centres bénéficient de vastes appuis publics et gouvernementaux, nonobstant des preuves de pratiques abusives, y compris des cas de détention illégale.

« Les gouvernements devraient appuyer et soutenir, en ce qui concerne l'usage de drogue, des politiques nationales garantissant d'un accès à des traitements fondés sur des données probantes », a souligné Rick Lines, directeur de Harm Reduction International. « De plus, ils devraient protéger toute personne – y compris les consommateurs de drogue – contre la torture et les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Cela implique de mettre fin à la torture et aux autres maltraitances commises en guise de soi-disant traitement. »

Pour lire « Treated with Cruelty: Abuses in the Name of Drug Rehabilitation », visitez : http://www.soros.org/initiatives/health/focus/ihrd/articles_publications/publications/treated-with-cruelty-20110624

Pour lire « Treatment or Torture?: Applying International Human Rights Standards to Drug Detention Centers », visitez : http://www.soros.org/initiatives/health/focus/ihrd/articles_publications/publications/treatment-or-torture-20110624

Pour de plus amples renseignements :

À Londres, pour Harm Reduction International, Rick Lines (en anglais) : +44 (0) 207-953-7412; ou +44 (0) 7872-600-907 (mobile)

À New York, pour Human Rights Watch, Rebecca Schleifer (en anglais et en espagnol) : +1-212-216-1273; ou +1-917-349-7177 (mobile); ou à schleir@hrw.org

In New York, Kathleen Kingsbury, Open Society Foundations, (en anglais, en français et en chinois) : +1-917-392-4245; ou à Kkingsbury@sorosny.org

À Toronto, pour le Réseau juridique canadien VIH/sida, Janet Butler-McPhee (en anglais et en français) : +1 416 595-1666 (poste 228); ou à jbutler@aidslaw.ca